

18 mars 2004

ce faire, nous comptons sur un resserrement et une régularisation des contacts entre nos parlementaires. Nous favoriserons également les échanges entre nos citoyens, en particulier entre les jeunes. Nous avons, par ailleurs, dynamisé les aspects pratiques de nos relations afin que les bonnes intentions se traduisent par des actes concrets.

2. Accord entre le Canada et l'Union européenne de renforcement du commerce et de l'investissement

Interreliés, les marchés de part et d'autre de l'Atlantique sont vitaux pour notre prospérité économique, et ce en particulier en ce qui a trait à l'investissement, devenu le moteur de l'interdépendance entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Nous nous sommes entendus aujourd'hui sur le cadre d'un nouvel Accord de renforcement du commerce et de l'investissement (ARCI) entre le Canada et l'Union européenne, dont le but est de stimuler encore davantage nos relations commerciales bilatérales. L'ARCI ira au-delà des questions traditionnelles d'accès aux marchés. Il offrira des résultats concrets à nos milieux d'affaires en atténuant les obstacles au commerce et au flux d'investissement. Les négociations devraient débiter cette année.

3. Nos discussions d'aujourd'hui : mise en oeuvre d'un multilatéralisme efficace

Au cours de nos discussions d'aujourd'hui, nous nous sommes concentrés sur les moyens de traduire concrètement, dans les faits, nos valeurs communes que sont le pluralisme politique, la démocratie, l'État de droit et les droits de la personne.

- Nous avons discuté de la nécessité d'une nouvelle réflexion sur l'amélioration urgente de l'efficacité de nos institutions multilatérales. Nous avons insisté à nouveau sur la grande importance que nous attachons à la place que l'ONU occupe au cœur du système multilatéral, et nous avons discuté de la question de la réforme des Nations Unies. Nous avons exprimé notre appui entier aux efforts que M. Kofi Annan déploie pour insuffler une vitalité nouvelle à cette institution essentielle. Nous avons convenu que la tenue de réunions officielles réunissant les pays influents actuels et en devenir pourrait contribuer à susciter une action mondiale face aux problèmes mondiaux.
- Nous avons convenu que les difficultés que présentent la protection des ressources naturelles dans le monde, stocks de poissons compris, la promotion d'une utilisation durable des terres et la lutte contre le changement climatique demandent des solutions faisant appel à l'imagination que nos systèmes internationaux actuels ont du mal à trouver.
- Nous avons également convenu que l'issue du Programme pour le développement de Doha se devait d'être ambitieuse pour que soient favorisées la croissance économique et la prospérité sociale dans le monde, conséquences d'une plus grande libéralisation et d'une plus grande prévisibilité du commerce et du renforcement des règles multilatérales. Nous sommes déterminés à faire des progrès décisifs en 2004.